

CTL - Suppressions d'emplois du 18 décembre 2015 :

Liminaire

La saignée continue !

Monsieur le Président,

Les représentants FO-DGFIP ne peuvent débiter ce CTL sans avoir une pensée pour leur Camarade et ami Jean-Marc LECOUCVEY qui a été de nombreuses années aux commandes de la section FO-Trésor puis FO-DGFIP du Calvados. Très investi et proche des agents, il incarnait plus que tous le militantisme dans sa défense acharnée de tous les agents et des missions.

A cette occasion, je remercie sincèrement Monsieur Perrin de sa présence hier lors du dernier hommage qui lui a été rendu et de la publication d'un message sur Ulysse 14.

Les représentants FO-DGFIP sont réunis ce jour pour un Comité technique local dédié notamment aux suppressions d'emploi prévues pour la DRFiP du Calvados dans la loi de Finances pour 2016. Ils s'étonnent toutefois que ce point n'ait pas fait à lui seul l'objet d'un CTL.

Les représentants FO-DGFIP tiennent à exprimer par leur vote le total désaccord du **syndicat FO-DGFIP** quant aux 29 nouvelles suppressions d'emplois qui vont frapper l'ensemble des services.

La situation des effectifs du département est dramatique. Sans état d'âme, inflexible, L'administration continue sa destruction dogmatique des services et annonce aux agents sans officialisation auprès des organisations syndicales un aménagement des règles de gestion pour gérer la pénurie d'emploi ! Quelle belle réponse ! Comme si la situation n'était pas déjà assez difficile pour les agents, on durcit les règles de mutation.

Les événements récents démontrent plus que jamais la nécessité d'un Service public de qualité doté d'un haut niveau de réactivité. La cohésion sociale de notre pays nécessite une action publique forte pour permettre à chacun d'accéder aux besoins essentiels et ainsi, réduire les inégalités sociales et économiques. Ce rôle indispensable est joué quotidiennement par le Service public. L'affaiblissement de l'État est tout, sauf la solution aux difficultés que nous devons affronter collectivement

Il est urgent, Monsieur le Président, que vous qui êtes ou devriez être à la tête du collectif, preniez vos responsabilités en défendant les moyens humains et budgétaires nécessaires au bon exercice des missions qui vous incombent. Vous qui êtes désormais au contact du terrain pouvez voir le gouffre qui sépare les décisions parisiennes de la réalité que vivent les agents au quotidien.

La DGFIP est un maillon essentiel dans le pacte de sécurité décrété par le Président de la République. Par son action la DGFIP combat au quotidien la délinquance financière intimement liée au financement du terrorisme et des systèmes mafieux. Pour cela, elle a un besoin vital de moyens humains.